

Adresser tout ce qui concerne la « Libre Pensée internationale » à E. PEYTREQUIN, 4, Louve, Lausanne. La rédaction de la « Voix de l'Humanité » est indépendante de celle de la « Libre Pensée internationale ». Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

La Voix de l'Humanité

ORGANE DE LA « LIGUE POUR L'ORGANISATION DU PROGRES »

Supplément hebdomadaire des Documents du Progrès

ABONNEMENTS :
Edition hebdomad. : France et Suisse 3 fr. par an ; autres pays, 5 fr. par an. Gratuit pour les abonnés de la « Libre Pensée internationale ».

Comité d'action suisse de la Ligue : Dr Auguste FOREL ; A. SUTER, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; Dr R. BRODA ; O. NIPPOLD, ancien professeur à l'Université de Berne ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. PEYTREQUIN, prés. du cons. d'adm. du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. WASSERMANN, vice-président de l'Ordre pour l'Action sociale et morale, Lausanne ; E. GUINAND, de la Société vaudoise de la Paix ; H. HODLER, président de l'Association Espérantiste, Genève, etc.

Comité de patronage international : Ferd. BUISSON, prés. de la Ligue des Droits de l'Homme, Emile CORRA, prés. de la Société positiviste (Paris) ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; W. FOERSTER, prés. du Bureau intern. des poids et mesures ; Emile VANDERVELDE, ministre belge ; CASTBERG, ministre norvégien ; Dr de Magalhães LIMA, sénateur portugais, etc.
Président de la Ligue : Dr R. BRODA, Lausanne, 60, avenue de Rumine. — Prière d'envoyer à cette adresse tout ce qui concerne la direction de la Ligue et la réaction de ses organes.

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

Est-il admissible que la paix future sanctionne l'annexion de n'importe quel pays contre la volonté de ses habitants ?

Réponse de M. Jean Longuet,
député de la Seine, rédacteur à *L'Humanité*.

Je ne puis, quant à moi, admettre que la paix, qu'on déclare devoir être une « paix du droit » — naturelle conclusion d'une « guerre de droit » — sanctionne l'annexion de n'importe quel pays ou province contre la volonté de ses habitants. L'admettre de notre part, nous, républicains et socialistes de France, qui n'avons cessé de nous réclamer, en matière de politique étrangère, des principes de 1792, serait faire une honteuse faille à tout notre programme et à tout notre idéal.

La consultation des intéressés, lorsqu'il s'agit de pays lointains, d'une civilisation encore primitive et de régions habitées par des éléments ethniques très hétéroclites, comme, par exemple, à Constantinople ou en Macédoine, peut offrir de grandes difficultés, mais il ne peut, en revanche, en être de même dans des provinces de l'Europe occidentale ayant atteint un haut degré de civilisation et de culture.

Lorsque nous voyons M. Charles Gide, dont si souvent nous avons admiré l'esprit généreux et auquel la coopération ouvrière doit une si profonde reconnaissance, à propos de la question d'Alsace-Lorraine, tranquillement passer condamnation sur la violation de ce principe fondamental de toute politique étrangère démocratique, nous pouvons mesurer l'étendue de la régression que les atroces événements que nous vivons depuis huit mois, ont fait subir en France aux meilleurs cerveaux.

Mais j'ose espérer que le parti socialiste saura, en France, résister à ce funeste empoisonnement de son cœur et de son âme par le virus nationaliste.

Pour l'Alsace-Lorraine, comme pour le Schleswig, comme pour la Pologne, je n'aperçois aucune solution conforme au droit, autre que cette consultation des intéressés, que nous avons toujours réclamée et en dehors de laquelle il n'est que violence et arbitraire. Toutes les déclarations officielles du monde ne peuvent rien changer à ces vérités premières, et la distinction qu'on veut faire entre l'annexion et la restitution est un pur sophisme. Car où et quand commencera la prescription annulant les droits du plus ancien possesseur ? Lorsqu'en 1871 l'Alsace et la Lorraine furent arrachées contre leur gré à la France qu'elles aimaient ardemment, il y avait 150 ans qu'elles étaient françaises. Il y a 44 ans qu'elles sont devenues allemandes. Quand dira-t-on qu'il y a eu fait acquis, chose jugée, et quand une nouvelle consultation des habitants ne sera-t-elle plus nécessaire ? Après 30, 40, 50, 100 ou 150 ans ? Et si Bismarck a violé le droit des peuples en 1871, par quoi démontrerons-nous que nous valons mieux que lui, si nous faisons ce qu'il a fait ?

Mais, me répondra-t-on, l'Alsace-Lorraine a manifesté de manière éclatante sa protestation en 1871 et il n'est pas besoin de la consulter à nouveau. Et si ses habitants ou leurs descendants avaient, depuis, changé d'avis ?

Tout cela n'est qu'arguties et sophismes pour justifier le seul « droit de la force » — la morale de Bernhardt et de Treitschke — qu'on déclare exécration lorsqu'elle est proclamée à Berlin, mais que nos pangermanistes français trouvent très bien d'appliquer à Paris.

Pour l'Alsace-Lorraine, aussi bien que pour les autres régions de l'Europe, objet de conflits, je demande avec tous nos orateurs mandatés, qui le proclamaient à la salle Wagram le 2 août, à la veille de la guerre, et aussi avec la récente conférence socialiste de Londres, la CONSULTATION DES INTERESSÉS — des Alsaciens-Lorrains.

Mais, me dira-t-on, admettez-vous au vote les immigrés allemands ? La question n'a pas l'importance que certains lui donnent puisque, sur 1,800,000 habitants du « Pays d'empire », on compte tout au plus 300,000 immigrés. Pour ceux qui sont nés en Alsace-Lorraine, je n'aperçois pas bien sur quel argument de droit on pourrait se baser pour leur refuser le droit de se prononcer sur le sort futur d'un pays qui est devenu le leur. Ils ne représentent pas plus d'un dixième du corps électoral.

Je suis bien tranquille sur le résultat d'un semblable plébiscite : il montrera à une forte majorité la volonté des Alsaciens-Lorrains d'être Français. Si cette volonté n'existait pas, nous n'aurions absolument aucun droit de disposer d'eux malgré leur volonté.

J'ajouterai que je considérerais comme absolument légitime de faire participer au plébiscite les 3 ou 400,000 Alsaciens-Lorrains qui ont été — ou dont les pères ont été — par la contrainte du vainqueur, obligés, en 1871, de quitter le pays de leurs aïeux et qui vivent depuis cette époque en France.

Mais, demande M. Gide, lorsque se fera le plébiscite, qui, de l'ancien maître ou du libérateur, y présidera et en assurera la régularité ?

Autant de questions qu'on entend fréquemment opposer aux partisans de la seule solution conforme au droit et qui, à mon avis, ne présentent nullement les difficultés qu'on imagine.

Pour l'Alsace-Lorraine, je proposerai qu'on s'en remette simplement à ELLE-MÊME dans la période transitoire : les Allemands évacueront son territoire et les Français attendront, pour l'occuper, que, par une majorité certaine, le vœu des habitants les appelle. Tous ceux qui connaissent le pays n'ont pas, à cet égard, le moindre doute. Sous la direction des Alsaciens-Lorrains et de leurs élus, le vote des populations s'organisera librement, clairement, loyalement.

La question se posera avec la même force pour le Schleswig et pour la Pologne.

Elle se posera également pour le sort futur de l'Autriche. Beaucoup de gens, en France, sans examiner le moins du monde le problème grave que créerait cette rupture de l'équilibre européen envisagent froidement la dislocation complète de l'empire des Habsbourg en de multiples petits Etats. Quant aux vœux des habitants, ils n'y songent pas du tout et seraient fort étonnés d'apprendre, qu'après l'expérience de 1914, il est peu de peuples en Europe pour désirer devenir d'autres Belges, lorsqu'ils ont l'avantage d'être par-

tie intégrante d'un grand Etat, malgré tout plus respecté de ses voisins — parce que capable de se faire craindre. Avant donc de dissoudre l'Autriche, consultons ses habitants.

Pas d'annexion sans consultation des populations intéressées, désarmement général et arbitrage obligatoire, voilà les idées fondamentales que défendront avec énergie les partis socialistes et les démocrates sincères de toute l'Europe lorsqu'on viendra au moment des négociations de paix.

Nos chauvins de ce côté des Vosges, comme de l'autre, seront bien surpris lorsqu'ils verront avec quelle enthousiaste unanimité nos vaillants camarades qui reviendront des tranchées, tout le cœur rempli d'une indicible haine contre la guerre et le militarisme INTERNATIONAL, joindront leurs voix aux nôtres pour faire triompher ce programme de justice et de bon sens.

Réflexions sur les aspects de l'avenir de la situation militaire

Fidèle à notre principe d'offrir un large droit de réplique à tous nos collaborateurs et lecteurs, nous nous empressons de publier la lettre suivante :

St-Georges-du-Vivère, le 15 avril.

Monsieur le directeur,

Dans le numéro du 26 décembre de la « Voix de l'Humanité », j'ai émis l'affirmation que les Allemands seront finalement vaincus et que cette certitude est absolue.

Un en-refilet de la « Voix de l'Humanité », paru en date du 6 février, ayant exprimé une opinion différente, il me paraît indiqué de fournir la preuve de mes assertions en faisant remarquer que je résume ce qui demanderait plus d'un numéro de ce journal pour être développé.

Les empires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ont (en chiffres ronds) 120 millions d'habitants.

Les Iles britanniques, la France, la Belgique (sans leurs colonies), l'empire russe, la Serbie, le Monténégro, en ont LE DOUBLE.

L'aide donnée par la Turquie, celle que la Bulgarie donnera peut-être aux Allemands, et les effectifs nécessaires pour les opérations hors d'Europe sont largement compensés par ce que le Japon a fourni et que les colonies anglaises et françaises ont fourni et fourniront.

Donc, sans tenir aucun compte de l'appui incertain de l'Italie, de la Roumanie et de la Grèce, la France et ses alliés possèdent, pour la guerre directe en Europe, les ressources d'une population DOUBLE de celle des deux empires allemands.

Au début de la guerre, ces deux empires avaient la supériorité d'une préparation intensive amenée à son maximum de force le jour où ils ont effectué leur attaque brusquée.

Les alliés ne disposaient pas alors, A BEAUCOUP PRÈS, de la moitié de leurs ressources comme nombre de soldats, armements, etc.

La situation était celle indiquée par le chancelier allemand dans son entretien historique avec l'ambassadeur d'Angleterre. La vivacité des craintes que lui inspirait le respect des Anglais pour

les « chiffons de papier » était motivée à tous les points de vue, y compris un qui ne fut pas alors visé spécialement.

La neutralité de l'Angleterre, sur laquelle l'Allemagne avait compté, eût laissé toutes facilités au ravitaillement de celle-ci et le gouvernement allemand n'avait pas pris toutes les mesures nécessaires afin de TENTER d'obvier à l'impossibilité presque absolue opposée à ce ravitaillement par la flotte anglaise.

Aujourd'hui, l'Allemagne est dans une situation se rapprochant de celle de Paris en 1871 lorsque, suivant l'expression de Bismarck, cette ville « CUISAIT DANS SON JUS ».

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont donné le maximum de leurs efforts, elles n'ont pu arriver qu'à écraser la Belgique, à occuper en partie neuf départements français (après avoir dû évacuer plus de la moitié de ce qu'elles avaient envahi) et une portion de la Russie très inférieure à ce que la Russie a conquis sur l'Autriche.

Or, le nombre de soldats, l'armement, l'organisation des alliés progressent constamment et vont encore progresser DE FAÇON A ATTEINDRE LA SUPERIORITÉ NUMÉRIQUE QUE COMPORTE LEUR POPULATION.

Les armées française et anglaise sont maintenant TRÈS SUPÉRIEURES A TOUS LES POINTS DE VUE à ce qu'elles étaient lors de leur victoire de la Marne.

Il n'est CERTES NULLEMENT EXAGÉRÉ de dire que, DANS LEUR ENSEMBLE, les armées alliées valent AU MOINS celles de leurs adversaires comme état moral et physique, comme armement, comme commandement.

Aucunes ressources en argent, vivres, munitions, etc., ne leur manquent plus et ne leur manqueront.

Au contraire, les mesures officielles prises en Allemagne et en Autriche-Hongrie, les actes de piraterie abominables et sans résultat efficace possible auxquels l'exaspération de leur impuissance relative pousse les Allemands, démontrent où ils en sont.

La Ligue pour l'organisation du progrès compte parmi ses membres des économistes et des statisticiens de valeur réelle et d'esprit pratique. Que l'un d'eux fasse le travail un peu long, mais relativement facile pour un homme compétent, dont les statistiques nombreuses et bien dressées de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie donnent les éléments. Il verra qu'il est impossible de compter sur une durée de résistance approchant d'une année.

Enfin :

Il est certain que c'est surtout l'élite des armées allemandes proprement dites qui a subi les effroyables pertes dues au système d'attaques par masses profondes en rangs serrés et à l'excellence de l'artillerie de campagne française, et qu'il y a dans les armées austro-hongroises des éléments ethniques de désagrégation auxquels sont dus en grande partie les désastres de ces armées en Serbie et en Galicie.

Il est également certain que, dans le très haut commandement, il ne s'est pas révélé, du côté allemand, un de ces hommes dont le génie, sans être une garantie absolue de succès (voir d'Annibal à Napoléon), peut influencer beaucoup sur le résultat d'une guerre. Les qualités réelles d'Hindenburg ne peuvent être considérées comme égales à celles de Frédéric-le-Grand et, d'ailleurs, en sens contraire, Joffre ne peut être comparé à Soubise.

On peut affirmer que les opérations ne vont pas se poursuivre partout et pendant un an purement et simplement, comme elles ont eu lieu de la mer aux Vosges depuis six mois et que l'on ne peut tabler pour l'avenir en se basant sur la guerre de tranchées.

De tout cela et des échecs constants des Allemands pour prendre Paris, Verdun, Nancy, Ca-

lais, Varsovie et délivrer Przemysl, il ressort que, heureusement pour l'humanité, la victoire définitive de la France et de ses alliés est aussi certaine que le fut celle des alliés opposés à la France en 1813, après la bataille de Leipzig.

H. VASNIER.

Le Renouveau

par le Dr Auguste FOREL

Parmi beaucoup de choses curieuses produites par la guerre actuelle, on peut citer ce qu'on appelle en français le « Renouveau de la France » et en Allemagne « Das neue Deutschland ». Ce phénomène est composé d'une vraie réalité et d'une grande illusion fort naïve, qu'il s'agit de distinguer l'une de l'autre. L'Union sacrée en France, depuis la guerre, est un fait, de même que le dévouement héroïque et l'abnégation d'une foule de personnes, jusqu'ici entièrement ou en partie adonnées à leur plaisir et au luxe, et qui se sont mises maintenant au travail, joint à la simplicité. En Allemagne et en Russie, je crois aussi en Angleterre et parmi tous les belligérants, le même phénomène se produit. On peut le lire, par exemple, dans la brochure du professeur E. Küster, à Bonn (« Vom Krieg und vom deutschen Bildungsideal », A. Marcus et E. Weber, éditeurs). Les partisans de la guerre en profitent pour nous faire croire à la nécessité de cette dernière pour renouveler les peuples et les sortir de leur avachissement dû au luxe, à la paresse et à la passion de la jouissance. Ils triomphent ; d'aucuns même exultent en jetant un regard de pitié méprisante sur le pacifisme.

Certes ! loin de moi, la pensée de vouloir dénigrer les dévouements et les héroïsmes sublimes que nous observons aujourd'hui. Mais, pour les gens qui sont capables de réfléchir, les faits suivants prouveront qu'il vaudra mieux, par une éducation sociale rationnelle, diriger les beaux côtés de la nature humaine vers un autre but que la guerre, vers un but bien autrement élevé et surtout plus durable et moins illusoire qu'eile dans ses effets :

Quiconque a lu l'histoire sait que de pareils « Renouveaux » se sont toujours produits aux époques héroïques et surtout pendant les guerres. Mais il a pu y voir aussi qu'ils leur ont aussi peu survécu que les réveils religieux de diverses époques à l'enthousiasme momentané qui les a produits. La grande illusion provient en pareil cas de ce qu'on confond les effets momentanés des passions et sentiments en général avec les produits de l'hérédité et même avec ceux des traditions un peu stables acquises et transmises par la civilisation. CEUX QUI CROIENT QUE LE RENOUVEAU ACTUEL EN FRANCE, EN RUSSIE, EN ALLEMAGNE, EN AUTRICHE, EN SERBIE, etc., SURVIVRA A LA GUERRE UNE FOIS LA PAIX SIGNÉE, SONT DUPES DE LEURS SENTIMENTS MOMENTANÉS. Je suis triste de devoir le leur prédire, comme le ferait un oiseau de mauvais augure, mais je crois qu'il vaut mieux s'en rendre franchement compte dès maintenant que de s'abandonner à des rêves dont la fausseté a été cent fois démontrée.

Je prie les nobles natures qui ne veulent pas me croire d'observer autour d'elles les chacals du capitalisme et de l'arrivisme qui profitent des malheurs qui frappent l'Europe pour remplir leurs poches aux dépens des belligérants en faisant de bonnes affaires, comme par exemple les draineurs de l'or, les brasseurs de bière, qui ne craignent pas d'augmenter la famine en transformant du blé et du riz en bière, et comme une foule de spéculateurs en d'autres genres qui ne sont pas plus scrupuleux. Je les prie en outre d'examiner soigneusement leur propre conscience, de me dire s'ils sont vraiment sûrs qu'une fois la paix signée ils continueront à se dévouer, eux et leurs succes-

seurs, comme ils le font maintenant, et de s'assurer s'ils ne se mentent pas à eux-mêmes !

« Chassez le naturel, il revient au galop ! » Les anciens l'ont déjà dit, il y a bientôt deux mille ans. N'avons-nous rien appris depuis ? Oublions-nous en outre que ce sont les plus courageux, les plus héroïques, les plus dévoués, les meilleurs en un mot, que la guerre actuelle fauche par millions ? Et va-t-on croire bêtement que les éclopés, les fous, les dégénérés et les autres encore qui resteront ensuite seront capables de maintenir le fameux « Renouveau » actuel sans retomber dans leurs anciennes ornières et de le faire prospérer longtemps, malgré la perte des meilleurs, au lieu de nous faire descendre plus bas que jamais ? N'est-il pas criminel de tromper ainsi les sentiments de l'humanité ? Il y a deux sortes de trompeurs : les trompeurs conscients qui le font ayant intérêt à soutenir l'enthousiasme guerrier, lors même qu'ils voient eux-mêmes l'abîme vers lequel nous marchons ; puis les trompeurs inconscients, aveuglés eux-mêmes par leur propre chauvinisme enthousiasmé.

Mais je ne veux pas être un corbeau et c'est pourquoi je travaille avec la conviction la plus profonde à la préparation d'une paix future stable, malgré les hécatombes actuelles des meilleurs. Néanmoins, il s'agit de voir clair vers l'avenir. Pour cela, si l'on veut que le Renouveau actuel ne se transforme pas en un triste retour à la barbarie, IL S'AGIT DE CRÉER AU MOINS UNE TRADITION SOCIALE NOUVELLE, à peu près, en même temps que la signature de la paix. Pareille tradition ne doit pas avoir la prétention de changer notre nature féroce, mais bien celle de faire son éducation progressive en infligeant un blâme durable, à la paresse, au luxe et à l'égoïsme, par des lois coopératives sévères pour tous. J'en ai parlé dans mes articles sur les « États-Unis de la terre » et je ne veux pas y revenir ici. Si l'on veut arriver à quelque chose de bon et de stable, il s'agit d'appliquer des réformes très nombreuses sur des points fort divers, pour arriver à un Renouveau modeste et lent, mais vrai, progressif et solide, au lieu de se bercer comme des enfants dans des extases illusoirement promptement suivies d'une désillusion qui conduirait infailliblement au pessimisme et au recul.

Des enfants pour des enfants

Les enfants américains, touchés par les récits des douleurs souffertes par les enfants européens, ont eu une jolie idée d'aide fraternelle. Ils ont fait une collecte importante et, avec l'argent ainsi trouvé, ils ont acheté un grand nombre de jouets qui ont été ensuite transportés en Europe sur des bateaux nolisés à cet effet. Le plus important de ces vaisseaux, le « Jason », portant plusieurs millions d'objets et de jouets, a débarqué d'abord à Falmouth ceux qui étaient destinés aux enfants anglais, puis au Havre pour les enfants français, à Naples pour les enfants d'Allemagne et d'Autriche et enfin à Salonique pour les Serbes.

Une partie des jouets a été transportée sur un autre bateau allant dans un port belge et un troisième bateau a transporté en Russie des jouets destinés aux enfants russes.

Des milliers et des milliers d'enfants, dont les pères sont tombés sur les champs de bataille ou qui avaient été chassés de leur demeure, ont été, de cette manière, consolés pour quelques heures, selon l'esprit enfantin... Et, ce qui est plus important, le fait de la pitié universelle passant les frontières, de la pitié pour ceux qui appartiennent à une autre race, s'est manifesté. Cette pitié VII encore ; donc, elle pourra, en des temps meilleurs, recommencer à grandir.